BILAN DU H.C.R.

EXTRAIT D'UNE INTERVIEW AVEC LE HAUT COMMISSAIRE AUX REFUGIES, MONSIEUR PAUL HARTLING

Lorsqu'en 1951, l'ONU créa le Haut commissariat aux réfugiés, c'était, pensait-on, provisoirement, pour trois ans. Malheureusement, le provisoire s'est installé dans la durée. Il y a de par le monde, aujourd'hui, dix millions de réfugiés.

Comment "l'ambassadeur des réfugiés", puisque c'est ainsi qu'on vous surnomme, arrive-t-il à s'occuper de 10 millions de personnes disséminées à travers le monde?

Etre un réfugié, cela signifie, en effet, que vous n'avez plus d'ambassadeur, car le pays dont vous venez ne veut plus entendre parler de vous si ce n'est pour vous rendre la vie impossible, et peut-être vous tuer. Alors oui, je dois être leur porte-parole, leur "ambassadeur". Avec mon équipe, avec nos 86 bureaux établis dans toutes les parties du monde, nous essayons de les protéger, de leur donner les mêmes droits humains que ceux dont vous et moi disposons.

Le nombre des réfugiés ne cesse d'augmenter Pourtant le mandat du Haut commissariat aux réfugiés est toujours limité dans le temps. Comme si ce problème devait disparaître un jour. La communauté internationale dans son ensemble ne fait-elle pas là la preuve d'un optimisme de mauvais aloi ou plus simplement d'hypocrisie?

Vous pouvez bien sûr l'interpréter comme cela. Mais vous pouvez dire aussi le contraire: que la communauté internationale ne veut pas donner aux gens trop d'espoir... Quand le H.C.R. a été créé en 1951, il y a plus de 33 ans, son mandat était uniquement de 3 ans. Puis, ce mandat fut prolongé, reprolongé et ainsi de suite jusqu'à mon dernier mandat de 5 ans dont l'échéance est fixée à décembre 1985.
Vous m'avez dit également que le nombre des réfugiés ne cessait d'augmenter. Je dirai plutôt que les dix millions d'aujourd'hui ne sont pas les mêmes que ceux d'il y a deux ou trois ans. Beaucoup d'entre eux ont été aidés, réinstallés. Nous tournons toujours autour du même ordre de grandeur mais j'insiste là-dessus: ce ne sont pas les mêmes.

Le financement des activités du H.C.R. provient en partie des contributions volontaires des gouvernements. Quels sont les Etats les plus généreux?

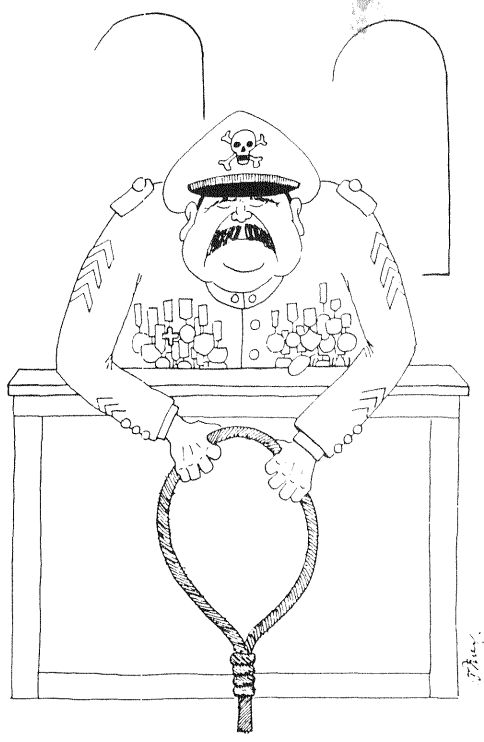
Les pays occidentaux. En tête, les Etats-Unis, plus la Communauté économique européenne, ensuite le Japon et les Pays scandinaves. J'ajouterai que de nombreuses organisations non gouvernementales (caritatives, bénévoles, Eglises) nous aident aussi beaucoup.

L'opinion publique a été très sensibilisée au drame des "boat people" qui fuyaient le Vietnam, le Cambodge et le Laos. Quels sont les "drames silencieux" de 1983?

La presse, souvent, nous aide bien. Mais elle se fatigue vite d'un sujet. C'est ainsi que les boat-people sont toujours là. Leur nombre actuel, 45 000, n'est heureusement pas comparable au million d'Indochinois que nous avons aidés. Ces 45 000 boat-people vivent à l'heure actuelle en Thaïlande avec 150 000 "land-people" qui ont fui, cette fois par la terre, leur pays, le Kampuchéa et le Laos. Les autres drames silencieux, ce sont les réfugiés afghans au Pakistan. Mais aussi les réfugiés d'Afrique et d'Amérique centrale.

Vous essayez de ne pas faire des réfugiés des mendiants vivant sous des toiles de tentes. Comment le H.C.R. s'y prend-il pour donner à ces populations déracinées un logement et du travail?

La recherche d'une solution durable est la plus importante des choses. Nous disposons pour cela de trois moyens: 1. la réinstallation dans le pays d'origine. 2. l'installation dans le pays refuge. 3. L'in-



" Ô SEIGNEUR, DIEU DE LA MISERICORDE
RASSEMBLE DANS LEUR PATRIE
TOUS LES REFUGIÉS DISPERSÉS DANS LE MONDE."

stallation dans un autre pays. Si nous reprenons l'exemple des "boat-people", il était clair qu'ils ne pouvaient revenir ni au Vietnam ni au Kampuchéa. Il était tout aussi évident qu'ils ne pouvaient tous rester en Thaïlande. Alors nous les avons conduits aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et en Europe. En attendant ces solutions durables, notre but est le même: les amener à l'autosuffisance. Qu'ils puissent avoir un jardin pour cultiver des légumes, des outils pour faire de l'artisanat.

Ces Etats d'accueil, notamment les pays occidentaux, ne vous opposent-ils pas l'argument de la crise économique?

Oh, oui, bien sûr, notamment leur ministre des Finances. A ce sujet, je raconte toujours ce propos d'un ami: "Je suis chez moi et tout d'un coup, j'entends frapper à ma porte. Quelqu'un me dit: s'il vous plaît, laissez-moi entrer car il y a quelqu'un qui me poursuit et veut me tuer. Et moi, je devrais lui répondre: Oh non, cher ami, je ne peux pas, nous avons tant de chômage dans cette région."
De plus, si vous avez réellement le sens des proportions, vous constaterez que jamais le nombre de réfugiés ne menace l'équilibre économique d'un pays. Mais nous ne devons pas nier qu'un certain courant xénophobe existe à l'heure actuelle. Et j'aimerais que l'opinion publique, notamment les chrétiens (je fais partie de cette famille) combattent ce sentiment de rejet.

Est-ce que le principe universel dit du "non-refoulement" est convenablement respecté par les Etats signataires de la convention de Genève?

Accepté, mais pas toujours respecté. Nous avons vu des cas où des gens sont reconduits contre leur gré à leur frontière.

Vos récents voyages vous incitent-ils à l'optimisme ou au pessimisme?

A ce poste, je ne peux pas être un défaitiste. De plus, l'expérience m'a montré qu'aucun problème n'est jamais sans solution. Par exemple, je reviens d'Afrique et j'ai vu du bon travail. N'allez pas croire cependant que je suis naïf. Car j'ai des rapports qui me disent que, dans tel ou tel pays, des réfugiés sont tués. Regardons un peu plus loin en arrière. Le H.C.R. existe depuis 33 ans et nous sommes venus en aide à 25 millions de réfugiés. N'est-ce pas là un chiffre suffisant pour faire preuve d'un optimisme raisonnable? Oh je sais qu'il se trouve des personnes pour dire que les Nations Unies discutent beaucoup et agissent peu. L'aide aux réfugiés c'est un flot de rapports et aussi du concret.

Propos recueillis et publiés
dans la Vie du 21-27.7.1983